

Moyens et principaux arguments

Les parties requérantes sollicitent l'annulation partielle du règlement (UE) n° 944/2013 de la Commission, du 2 octobre 2013, modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (ci-après le «règlement CLP») (JO L 261, p. 5), dans la mesure où il classe le brai de goudron de houille à haute température n° CAS 65996-93-2 (ci-après le «BGHHT») dans les catégories H400 (toxicité aquatique aiguë 1) et H410 (toxicité aquatique chronique 1) (ci-après l'«acte attaqué»).

À l'appui du recours, les parties requérantes invoquent trois moyens:

- 1) Premier moyen tiré de l'illégalité de l'acte attaqué en ce que ce dernier viole les dispositions des règlements REACH et CLP concernant la classification des substances en fonction de leur toxicité pour le milieu aquatique et concernant les études qu'il faut accepter à cette fin, et en ce que l'acte attaqué viole le principe d'égalité de traitement car son auteur a rejeté des études menées conformément aux lignes directrices sur l'application du règlement REACH et celles de l'OCDE et il a exigé des essais ne reposant sur aucune méthode normalisée et acceptée.
- 2) Deuxième moyen tiré de l'illégalité de l'acte attaqué en ce que ce dernier est fondé sur une erreur manifeste d'appréciation car son auteur n'a pas pris en compte les propriétés inertes intrinsèques du BGHHT qui constituent notamment une variable importante dans les essais au rayonnement ultraviolet et dans l'application de la méthode de la somme, il a déterminé les facteurs M pour les constituants HAP sans examen adéquat des essais auxquels il s'est référé et il a rejeté les informations fournies par les requérantes sans justification valable.
- 3) Troisième moyen tiré de l'illégalité de l'acte attaqué en ce que ce dernier a violé les principes du droit de l'Union de transparence et des droits de la défense.

Recours introduit le 10 janvier 2014 — République tchèque/Commission

(Affaire T-27/14)

(2014/C 85/38)

Langue de procédure: le tchèque

Parties

Partie requérante: République tchèque (représentants: M. Smolek, J. Vlácil, T. Müller, agents)

Partie défenderesse: Commission européenne

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision de la Commission européenne C(2013)7221 final, du 4 novembre 2013, invitant à annuler la décision du ministère tchèque du Commerce et de l'Industrie qui accorde à une installation de stockage de gaz à Dambořice une dérogation aux règles juridiques nationales mettant en œuvre la directive 2003/55/CE⁽¹⁾ concernant les règles d'accès des tiers, et
- condamner la Commission européenne aux dépens de la procédure.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la partie requérante invoque deux moyens.

- 1) Premier moyen, tiré de la violation de l'article 266, paragraphe 1, TFUE

Dans ce contexte, la partie requérante fait valoir que la Commission a adopté la décision attaquée en contradiction manifeste avec l'arrêt du Tribunal du 6 septembre 2013, Globula/Commission, T-465/11.

- 2) Deuxième moyen, tiré de la violation de l'article 22, paragraphe 4, de la directive 2003/55/CE

À ce titre, la requérante fait valoir que la Commission a adopté la décision attaquée après l'expiration du délai prévu à l'article 22, paragraphe 4, de la directive 2003/55/CE.

⁽¹⁾ Directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2003, concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 98/30/CE (JO L 176, p. 57).

Recours introduit le 13 janvier 2014 — Laverana GmbH & Co. KG/OHMI (BIO — INGRÉDIENTS VÉGÉTAUX — PROPRE FABRICATION)

(Affaire T-30/14)

(2014/C 85/39)

Langue de dépôt du recours: l'allemand

Parties

Partie requérante: Laverana GmbH & Co. KG (Wennigsen, Allemagne) (représentants: J. Wachinger et M. Zöbisch, avocats)

Partie défenderesse: Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles)

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision de la quatrième chambre de recours de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) du 11 novembre 2013 dans l'affaire R 1749/2013-4 et autoriser la publication de la demande d'enregistrement de marque communautaire n° 11 642 527 pour les produits et services des classes 3, 5 et 35;
- à titre subsidiaire, annuler la décision de la quatrième chambre de recours de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) du 11 novembre 2013 dans l'affaire R 1749/2013-4 et renvoyer l'affaire devant l'Office pour qu'il adopte une nouvelle décision;
- à titre subsidiaire, annuler la décision de la quatrième chambre de recours de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) du 11 novembre 2013 dans l'affaire R 1749/2013-4;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

Marque communautaire concernée: la marque figurative en noir et blanc, comportant les éléments verbaux «BIO — INGRÉDIENTS VÉGÉTAUX — PROPRE FABRICATION», pour les produits et services des classes 3, 5 et 35 — demande d'enregistrement de marque communautaire n° 11 642 527

Décision de l'examineur: refus partiel d'enregistrement

Décision de la chambre de recours: rejet du recours

Moyens invoqués: violation de l'article 7, paragraphe 1, sous b) et c), du règlement n° 207/2009.

Recours introduit le 5 février 2014 — Secop/Commission

(Affaire T-79/14)

(2014/C 85/40)

Langue de procédure: l'allemand

Parties

Partie(s) requérante(s): Secop (Flensburg, Allemagne) (représentant(s): M^{es} U. Schnelle et C. Aufdermauer)

Partie(s) défenderesse(s): Commission européenne

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision de la Commission du 18 décembre 2013, Aiuto di Stato SA.37640, C(2013) final — Aiuti per il salvataggio a favore di ACC Compressors S.p.A., Italia [aide d'État SA.37640, C(2013) final; aide au sauvetage au bénéfice de ACC Compressors S.p.A., Italie], en application de l'article 264, paragraphe 1, TFUE;
- condamner la défenderesse aux dépens en application de l'article 87, paragraphe 2, du règlement de procédure du Tribunal.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la partie requérante invoque trois moyens.

1) Premier moyen tiré de la violation de l'article 269 TFUE

- La requérante fait valoir un défaut de motivation de la décision attaquée. Elle affirme que la Commission, en dépit de la connaissance de circonstances en raison d'un procédure parallèle de contrôle d'une fusion concernant l'acquisition d'actifs ayant appartenu à une filiale de la bénéficiaire de l'aide, n'a pas tenu compte des conséquences découlant de cette circonstance pour l'éligibilité de la bénéficiaire de l'aide ni des effets particuliers de la décision positive en matière d'aide pour la requérante.

2) Deuxième moyen tiré de la violation des traités

- La requérante invoque une violation de l'article 107, paragraphe 3, sous c), TFUE. À cet égard, elle fait valoir, entre autres, que la bénéficiaire de l'aide doit